



Le 03 décembre 2020, des milliers de professionnels du social et médico-social étaient dans la rue, en grève, devant les ARS, Préfectures, Conseils Départementaux... en piquet de grève devant leurs institutions.

Après avoir dressé le bilan du 03/12 il a été décidé de durcir le mouvement pour maintenir la pression sur nos financeurs, le patronat et le gouvernement.

Le Collectif Travail Social du Gard vous propose de faire circuler une pétition dans votre établissement. Elle a pour objectif de favoriser des "débats d'idées" et des AG de grévistes dans les institutions. La pétition, une fois signée, sera à renvoyer sur la boîte mail du collectif :

collectiftravailsocialdugard@gmail.com .

Le jour de la grève nationale du 21 janvier, nous la déposerons à nos financeurs, décideurs et aux politiques.

14 h devant la préfecture

Pétition:

"Respectez le Social, le Médico-Social et les publics accompagnés!"

Nous dénonçons et rejetons le processus de commercialisation et d'industrialisation de nos secteurs, qui se traduit par la marchandisation des cadres d'interventions (appels à projets, Contrats à impact social), la standardisation des pratiques professionnels (**Sous le masque** de la qualité et des normes), et la prolétarianisation des professionnels (nos salaires ne suivent pas l'augmentation du coup de la vie).

C'est pour ces raisons que nous exigeons:

Le financement des **besoins** des personnels pour continuer à effectuer un travail de qualité auprès des personnes dépendantes, pour augmenter les effectifs éducatifs et d'accompagnement dans les établissements et services (restauration, veille de nuit, éducation, suivi des situations ...).

Nous **exigeons** l'augmentation des moyens nécessaires à notre mission de service public confiée aux associations par l'Etat.

Nous **exigeons** l'amélioration de nos conditions de travail, et le respect des conventions collectives.

Nous **exigeons** un rattrapage des salaires correspondant à 10 années de blocage de notre pouvoir d'achat: Soit 300€ net.

Nous revendiquons que soient reconnues nos professions et accompagnements dans le cadre du Segur, comme essentielles aux besoins des populations précaires, en difficultés et nécessitant notre accompagnement.

Le département du GARD est prioritaire? dans la région Occitanie: C'est pourquoi nous attendons des financeurs de:

- Renforcer les équipes éducatives et thérapeutiques en créant des postes en CDI/Titulaires à la PJJ, la protection de l'enfance, dans le secteur du Handicap, de l'insertion, de l'Animation. Soit une augmentation de 10% des effectifs professionnels.
- Créer des structures pour Adultes et Enfants dans le champ du Handicap pour diminuer les listes d'attentes et offrir plus de solutions d'accompagnements, adaptées, créer des places pour l'ASE (MECS, Familles d'accueil), donner les moyens, à la PJJ, de faire plus d'éducatif que de répressif.
- Favoriser l'égalité de traitement pour tous ainsi que le respect du droit au logement pour tous y compris pour les plus précaires et les sans papiers.
-

Pour les professionnels du social, du médico-social, et les publics accompagnés, pas d'économies sur l'humain!

Nous exigeons des créations de postes, des augmentations de salaires, et l'amélioration des conditions de travail pour des accompagnements de qualités.



